

2017_CT2_387

OBJET : Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité transports et infrastructures - AVIS - Approbation d'une convention de cofinancement avec l'Etat, le Conseil Régional PACA et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'avant-projet de voies réservées aux bus et cars sur l'extrémité A7-L2 dans les deux sens

Le 12 octobre 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes au Puy-Sainte-Réparate, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 6 octobre 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy – AMAROUCHE Annie – AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BOUDON Jacques – BOULAN Michel – BUCCI Dominique – BURLE Christian – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CIOT Jean-David – CORNO Jean-François – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de BUSSCHERE Charlotte – de SAINTDO Philippe – DELAVET Christian – DI CARO Sylvaine – FERAUD Jean-Claude – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – JOISSAINS Sophie – LAFON Henri – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – PAOLI Stéphane – PELLENC Roger – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SUSINI Jules – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TRAINAR Nadia – YDE Marcel – ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AMIEL Michel donne pouvoir à BUCCI Dominique – AUGÉY Dominique donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – BACHI Abbassia donne pouvoir à MERGER Reine – BALDO Edouard donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – BENKACI Moussa donne pouvoir à GALLESE Alexandre – BONTHOUX Odile donne pouvoir à BOUDON Jacques – BOUVET Jean-Pierre donne pouvoir à SUSINI Jules – BRAMOULLÉ Gérard donne pouvoir à PAOLI Stéphane – DEVESA Brigitte donne pouvoir à TAULAN Francis – FABRE-AUBRESPY Hervé donne pouvoir à TRAINAR Nadia – FILIPPI Claude donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – FREGEAC Olivier donne pouvoir à RAMOND Bernard – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – HOUEIX Roger donne pouvoir à MARTIN Régis – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – NERINI Nathalie donne pouvoir à MENFI Jeannot – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à ZERKANI-RAYNAL Karima – PRIMO Yveline donne pouvoir à MEÏ Roger – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – SLISSA Monique donne pouvoir à CALAFAT Roxane – TERME Françoise donne pouvoir à POLITANO Jean-Jacques

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BORELLI Christian – BOYER Raoul – GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe – JOUVE Mireille – LAGIER Robert – LEGIER Michel – MICHEL Marie-Claude – MORBELLI Pascale – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – ROLANDO Christian – ROUVIER Catherine

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Guy BARRET donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171012-2017_CT2_387- DE Date de télétransmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Aménagement du territoire
Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

■ Séance du 12 octobre 2017

03_2_06

■ **Approbation d'une convention de cofinancement avec l'Etat, le Conseil Régional PACA et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'avant-projet de voies réservées aux bus et cars sur l'extrémité A7-L2 dans les deux sens**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Transports, Déplacements et Accessibilité

■ Séance du 19 Octobre 2017

4850

■ Approbation d'une convention de cofinancement avec l'Etat, le Conseil Régional PACA et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'avant-projet de voies réservées aux bus et cars sur l'extrémité A7-L2 dans les deux sens

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La question de la mobilité sur l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence ressort comme une priorité pour tous les acteurs du territoire. Cette mobilité est dépendante très majoritairement de l'automobile, cause essentielle de la congestion des réseaux routiers et autoroutiers, avec pour conséquence des incidences économiques et financières conséquentes, des sources d'inégalités, et d'atteintes à la santé et à l'environnement.

Face à la rareté des ressources publiques et à l'accroissement de la demande de mobilité, il devient encore plus indispensable de développer une mobilité durable, et soutenable financièrement. L'aménagement de voies bus sur autoroute est l'une des pistes prometteuses de solution efficace à court/moyen terme. Elle préfigure également le futur réseau «métroexpress», présenté dans l'Agenda métropolitain de la mobilité, fondé sur des connexions en transport en commun, rapides et performantes, entre les grands pôles générateurs de déplacement du territoire métropolitain.

Cet itinéraire autoroutier sur l'A7, reliant la L2 et Marseille, est situé sur une aire à fort enjeu de mobilité alternative, grâce au délestage produit par la mise en service de la L2. En effet, une première section a été mise en service en novembre 2016, en connexion avec l'A50 ; la mise en service de la section nord en connexion avec l'A7 étant prévue pour le début de l'année 2018.

La présente convention concerne l'étude d'Avant Projet de réalisation de voies réservées aux bus et cars, sur la section terminale de l'A7. Elle s'inscrit dans les réflexions en cours sur le devenir des terminaisons autoroutières A7 (axe Aix-Marseille) et A50 (axe Aubagne-Marseille), dans les deux sens de circulation, suite à la mise en service de la L2 et de ses effets de délestage.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_387-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017

Cette étude d'Avant Projet d'aménagements de voies bus sur cette section d'autoroute, qui constitue l'extrémité de l'A7 en entrée et sortie de Marseille, doit permettre de préciser les sections aménageables, complétant ainsi la section de voie bus déjà en service sur l'A7 (terminaison A7 en entrée de Marseille sur 2 km). Elle permettra également de définir le coût des travaux d'aménagement retenus, qui feront l'objet d'une prochaine convention de cofinancement pour leur réalisation.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour engager une étude d'Avant Projet de voies réservées aux bus et cars, dans les deux sens, sur la partie terminale de l'Autoroute A7, entre le secteur des Arnavaux et le quartier Saint-Charles.

Le montant global de l'étude s'élève à 150 000 euros TTC. La participation de la Métropole s'élève à 37 500 euros TTC soit 25 % du montant global. La répartition entre les autres financeurs est la suivante :

Financier	Montant	Part
État	37 500,00 €	25 %
Région	37 500,00 €	25 %
Département	37 500,00 €	25 %
Métropole	37 500,00 €	25 %
Total	150 000,00 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié par avenant numéro 2 approuvé le 3 juillet 2016, et avenant numéro 3 approuvé le 3 novembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171012-2017_CT2_387- DE Date de télétransmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention de financement de l'étude d'Avant Projet à engager sur la partie terminale de l'A7 entre le secteur des Arnavaux et le Quartier de Saint Charles, pour un montant global de 150 000 euros TTC, avec une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 37 500 euros TTC, correspondant à 25% du montant global forfaitaire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en AP/CP n°2015-1 chapitre 20, nature 204.

Pour enrôlement,
Le Vice-président Délégué
Mobilité, Déplacements et Transports

Jean-Pierre SERRUS



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

OPERATION INSCRITE AU CPER 2015-2020

* * * * *

CONVENTION DE COFINANCEMENT
N °

ENTRE L'ETAT,

LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,

LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

ET LA MÉTROPOLITAIN AIX-MARSEILLE PROVENCE

ETUDE D'AVANT PROJET DE VOIES RESERVEES AUX
TRANSPORT EN COMMUN SUR LA TERMINAISON
L'AUTOROUTE A7 DESSERVANT MARSEILLE

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_387-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017

Préambule

La question de la mobilité sur l'aire métropolitaine Aix-Marseille Provence ressort comme une priorité pour tous les acteurs du territoire. Le constat est que cette mobilité est dépendante très majoritairement de l'automobile, entravant le fonctionnement de l'économie à cause de la congestion des réseaux routiers et autoroutiers, source d'inégalités et d'atteintes à la santé et à l'environnement.

Dans un contexte de rareté des ressources publiques et d'accroissement de la demande de mobilité, il devient encore plus indispensable de développer une mobilité durable et soutenable financièrement. L'aménagement de voies bus sur autoroute est l'une des pistes prometteuses de solution efficace à court et moyen terme.

La présente convention concerne le cofinancement d'études d'avant-projet¹ portant sur la section d'autoroute qui constitue l'extrémité de l'A7 en entrée et sortie de Marseille. Cette étude s'inscrit dans les réflexions en cours sur le devenir des terminaisons autoroutières A7 (axe Aix-Marseille) et A50 (axe Aubagne-Marseille), dans les deux sens de circulation, suite à la mise en service de la rocade L2 et à ses effets de délestage.

Les études à conduire sur cette section d'autoroute doivent permettre de préciser les tronçons aménageables, complétant ainsi la section de voie bus déjà en service sur l'A7 (terminaison A7 en entrée de Marseille sur 2km depuis la sortie Plombières). Elles permettront de définir le coût des travaux d'aménagement retenus qui feront ensuite l'objet d'une autre convention de cofinancement pour leur réalisation.

La conduite de ces études d'avant-projet est l'aboutissement concret des études préliminaires engagées par les services de l'État et ses partenaires du territoire depuis 2013. Ces études ont permis de mettre en évidence l'opportunité et la faisabilité technique des voies réservées aux transports en commun sur autoroute, pour améliorer les performances des transports publics et les rendre ainsi plus attractifs.

Cet itinéraire autoroutier sur l'A7, reliant la L2 et Marseille, est situé sur une aire à fort enjeu de mobilité alternative grâce au délestage produit par la mise en service de la L2. Une première section de la L2 a été mise en service en novembre 2016 en connexion avec l'A50, la mise en service de la section nord en connexion avec l'A7 est prévue pour le début de l'année 2018.

Ce tronçon est donc particulièrement éligible à la mise en place d'usage innovant sur des infrastructures existantes en faveur des transports en commun.

Par ailleurs, cet aménagement est cohérent avec les réflexions et les études en cours menées par l'État afin d'élaborer un Schéma Directeur de Gestion du Trafic sur l'agglomération marseillaise. Ce dernier consiste en la mise en œuvre de mesures de gestion de trafic pour lutter contre les congestions et pour faciliter le parcours de certaines catégories d'usagers tels que les transports collectifs.

¹ Au titre de l'Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national du 7 juin 2016.

Compte tenu de ce qui précède, entre

L'État, ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, représenté par Monsieur Stéphane BOUILLON, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Ci-après désigné « **L'ETAT** »

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dûment autorisé par délibération n° du

Ci-après désignée « **La REGION** »

Le Département des Bouches du Rhône, représenté par Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, dûment autorisée par délibération de la Commission permanente du

Ci-après désignée « **Le DEPARTEMENT** »

La Métropole Aix-Marseille Provence représentée par Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dûment autorisé par délibération de la Commission du

Ci-après désignée « **La MÉTROPOLE** »

Il est convenu ce qui suit :

Vu le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 29 mai 2015 et en particulier son volet « Accessibilité Multimodale » ;

Vu les avenants n°2 et n°3 au Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 successivement approuvés le 13 juillet 2016 et le 3 novembre 2016 ;

Vu la convention spécifique d'application dans le département des Bouches-du-Rhône du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, signée le 30 mars 2017 ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement par l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence d'études d'avant-projet ayant pour objet de préciser les caractéristiques des aménagements à retenir pour la mise en place de voies dédiées aux bus sur autoroutes.

Les sections concernées se situent sur l'A7, sur une longueur de 4 km dans chaque sens de circulation.

Une section de 2 km entre la sortie Plombières et l'entrée sur Marseille ayant été réalisée en 2013, la poursuite de cet aménagement représente une opportunité pour transformer l'usage de cette voirie contribuant ainsi au report modal de la voiture individuelle vers les transports collectifs.

Article 2 - Présentation des études

Les études visées sur ces sections, de niveau avant-projet, permettront de caractériser les principales caractéristiques techniques et les fonctionnalités d'aménagements esquissés aux phases antérieures.

Attestation de réception des principales caractéristiques techniques et fonctionnelles des aménagements esquissés aux phases antérieures. 013-200054807-20171012-2017_CT2_387- Date de télérmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

Au terme de ce processus, ces études doivent permettre de dégager la solution technique constituant le meilleur compromis entre les différents aspects du projet pour établir le programme de l'opération.

Il s'agit de permettre une conception technique conforme aux instructions en vigueur et aux règles de l'art, traduisant ainsi les conclusions des études de faisabilité de niveau 2, en détaillant les caractéristiques techniques, en déterminant les impacts et les mesures nécessaires et en fiabilisant le coût et en procédant à l'évaluation socio-économique.

Article 3 - Planning prévisionnel

Le lancement de l'étude est programmé au premier trimestre 2018. Sa durée prévisionnelle est de 7 mois.

Article 4 - Estimations des travaux

L'estimation prévisionnelle de ces études, établie sur la base de marchés et de prestations en cours dans les services de l'Etat, s'élève à 150 000 € TTC,

Article 5 - Répartition des participations financières

Les montants sont établis selon la clé de répartition retenue au CPER 2015-2020 :

Financier	Montant	Part
État	37 500,00 €	25 %
Région	37 500,00 €	25 %
Département	37 500,00 €	25 %
Métropole	37 500,00 €	25 %
Total	150 000,00 €	100 %

Article 6 - Modalités d'actualisation du montant de l'opération

a) Actualisation économique

Dans le cadre de la présente convention, les partenaires sont engagés sur un coût global et définitif d'études s'appuyant sur les hypothèses suivantes :

- coût : 150 000 € (coût définitif en Euros courants)
- rendu de l'étude : 2018

Actualisation moyenne : néant

b) Autres actualisations

Si l'étude nécessite un financement allant au-delà des 150 000 € prévus, les partenaires financiers devront formaliser leur éventuelle nouvelle participation financière par avenant à la présente convention.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171012-2017_CT2_387- DE Date de télétransmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

Article 7 - Fonds de concours

L'État est maître d'ouvrage de l'étude présentée dans la présente convention. Il procédera au recouvrement de la participation des cofinanceurs via un seul appel de fonds de concours, après la signature de la présente convention, par l'intermédiaire d'un titre de perception.

Il revient aux cofinanceurs de prendre les dispositions budgétaires nécessaires pour honorer leur engagement financier.

Article 8 - Solde des comptes

Les services de l'État feront parvenir aux cosignataires le décompte définitif de l'étude et rembourseront, s'il y a lieu, les sommes qui auraient été perçues en trop sous forme de fonds de concours.

Article 9 - Fonds de compensation pour la TVA

Pour les collectivités territoriales signataires de la présente convention, il sera fait application des dispositions de l'article L.1615-2 du code général des collectivités locales, modifié par l'article 44 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative aux libertés et responsabilités locales, relatives au bénéfice des attributions du Fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée pour ce qui concerne leurs dépenses d'investissement sur le domaine public routier de l'État.

Article 10 – Concertation et suivi

Le comité de pilotage de l'opération « Voies bus sur autoroutes », présidé par le Préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sera garant de la mise en œuvre de la présente convention.

Ce Comité de pilotage est composé des personnes suivantes :

- le Préfet de Région ou son représentant,
- un représentant de chaque cofinanceur.

Il se réunira en principe au moins une fois par an à l'initiative de son président et aura pour tâche principale de veiller au planning général de l'opération et à la situation financière.

Le comité technique animé par les services de l'État, composé de représentant de chaque cofinanceur, est l'instance technique de concertation et de suivi des études sur la durée de la présente convention. Ce comité se réunira en tant que de besoin, au moins deux fois par an, pour faire un point d'avancement des opérations objet de la présente convention.

Il permettra au maître d'ouvrage d'informer l'ensemble des partenaires sur :

- l'avancement des opérations et le calendrier prévisionnel ;
- les difficultés rencontrées et les solutions proposées pour les résoudre ;
- le suivi des coûts et les éventuels risques de dépassement ;
- les choix techniques et les ajustements nécessaires et leurs conséquences en termes de coûts, de fonctionnalités et de délai.

Article 11 - Élaboration des projets techniques et clauses sociales et environnementales

Les études sont menées selon les procédures et référentiels de l'État. Les signataires s'accordent sur la nécessité de valoriser les principes du développement durable dans les opérations objet de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_387-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017

L'Etat en sa qualité de maître d'ouvrage s'engage à inscrire, chaque fois que possible, dans ses marchés publics :

- des spécifications techniques permettant de favoriser des procédés économes en énergie et en ressources et minimisant l'impact sur l'environnement ;
- des critères d'attribution des marchés favorisant les entreprises et les offres les mieux-disantes en matière environnementale ;
- des clauses sociales en vue de favoriser l'insertion des personnes en difficulté, en particulier les publics plus éloignés de l'emploi.

Le maître d'ouvrage s'assurera du respect des engagements pris en la matière par les titulaires des marchés relatifs aux opérations cofinancées dans le cadre de la présente convention.

Article 12- Communication

Les documents d'information et de communication relatifs à cette étude, objet de la présente convention, feront l'objet d'une concertation préalable entre les partenaires cofinanceurs et devront mentionner leurs contributions financières respectives.

Article 13 - Modification de la présente convention

Toute modification des termes de la présente convention devra donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Article 14 - Durée et validité de la convention

La convention prendra effet, après signature des parties, à compter de sa notification par l'État aux partenaires signataires.

Elle prendra fin après satisfaction des engagements financiers des signataires.

A Marseille, le

La Présidente du Conseil Départemental des
Bouches du Rhône

Le Président de la Région Provence Alpes Côte
d'Azur

Martine VASSAL

Renaud MUSELIER

Le Président de la Métropole Aix-Marseille
Provence

Le Préfet de Région Provence Alpes Côte
d'Azur

Jean-Claude GAUDIN

Stéphane BOUILLON

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171012-2017_CT2_387- DE Date de télétransmission : 20/10/2017 Date de réception préfecture : 20/10/2017

Annexe :

A7 – Les sections concernées par la convention
Plan de situation



Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171012-2017_CT2_387-
DE
Date de télétransmission : 20/10/2017
Date de réception préfecture : 20/10/2017

OBJET : Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité transports et infrastructures - AVIS - Approbation d'une convention de cofinancement avec l'Etat, le Conseil Régional PACA et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'avant-projet de voies réservées aux bus et cars sur l'extrémité A7-L2 dans les deux sens

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **18 OCT. 2017**

Accusé de réception en préfecture
 013-200054807-20171012-2017_CT2_387-
 DE
 Date de télétransmission : 20/10/2017
 Date de réception préfecture : 20/10/2017